



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

## Non à la mise en concurrence des TER

Comme toutes les régions, Provence Alpes Côte d'Azur investit massivement dans le développement du ferroviaire. Les assises nationales du rail voulu par l'Etat provoquent l'ouverture d'un débat national à quelques mois d'échéances électorales décisives pour notre pays. Le but avoué de la droite au pouvoir : privatiser les dessertes TER.

La SNCF, qui ne reçoit plus les moyens financiers nécessaires à son développement et qui supprime des milliers d'emplois depuis huit ans, n'est plus en capacité de répondre aux besoins importants de déplacements collectifs en PACA.

RFF qui supporte une dette colossale, 28 milliards d'euros, héritée de l'Etat, n'assure pas sa mission de rénovation et régénération des voies ferrées et le développement de nouvelles infrastructures. Le lamentable exemple de la ligne Nice – Tende démontre l'incapacité à réaliser, à gérer.

Evidemment ce constat permet aux tenants de la libéralisation du rail de proposer des solutions portées par le lobby des grands groupes qui ont déjà mis à mal le ferroviaire anglais, italien et maintenant allemand.

Il n'y a rien à attendre de ce côté-là. Il suffit de voir la gestion désastreuse et onéreuse des Chemins de Fer de la Provence (CP) par CFSF, filiale de Veolia.

Sarkozy et son gouvernement invoquent les exigences européennes mais le règlement européen CE N°1370/2007 dit « OSP » prévoit simplement de rendre possible pour les autorités organisatrices d'ici 2019 un choix de leurs opérateurs par appel d'offre !

Pas d'urgence sauf pour un pouvoir en fin de vie qui doit faire encore quelques cadeaux à ses amis les plus chers.

N'est-il pas singulier d'invoquer l'Europe dans cette période où elle dérive dangereusement ?

Après quatorze ans de développement soutenu, le ferroviaire en PACA doit ouvrir une nouvelle page et cela ne se fera que dans le cadre du service public avec :

- La mise à niveau rapide de l'infrastructure ferroviaire comprenant la réouverture de dessertes comme Carnoules – Gardanne – Trets, Digne – St Auban, Avignon – Carpentras.
- Le retour à un effectif de cheminots qui permette d'assurer la totalité des missions de la SNCF.
- Un versement transport pour les régions afin d'assurer le financement et le développement.
- Une taxe sur les sociétés d'autoroutes pour le financement et le fonctionnement.
- La généralisation de la gratuité de **tous** les transports collectifs, seule mesure sociale et écologique moderne.
- Une LGV Côte d'Azur réalisable à un coût abordable.